

Séance publique du 11 juillet 2023 à 12h00

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DBC 2023-077

Aménagement de l'espace
communautaire

*Avis de Roannais Agglomération sur
le projet de modification n°1 du
Schéma Régional d'Aménagement,
de développement durable et
d'égalité des territoires*

(SRADDET)

Membres du bureau	
En exercice	26
Présents	20
Pouvoirs	1
Pour	21
Contre	0
Abstention	0

La convocation de tous les membres en exercice du Bureau communautaire a été faite le **5 juillet 2023**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Marcel Augier - Dominique Bruyère - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Sandra Creuzet-Taite - Hervé Daval - Pierre Devedeux - David Dozance - Daniel Fréchet - Gilles Goutaudier - Guy Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Eric Martin - Yves Nicolin - Yves Perrin - Philippe Perron - Stéphane Raphaël - Martine Roffat - Jacques Troncy.

Etaient absents :

Absents	Pouvoir donné à	Aucun pouvoir
Jean-Yves Boire		X
Romain Bost		X
Jade Petit		X
Eric Peyron	Jean-Luc Chervin	
Clotilde Robin		X
Alain Rossetti		X

Secrétaire désigné pour la durée de la séance : Yves Perrin.

Certifié exécutoire	
Reçu en Préfecture	11/07/2023
Publié	

Vu l'article L4251-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant modification des statuts de Roannais Agglomération ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 juillet 2020 modifiée, accordant au Bureau communautaire délégation de pouvoir pour émettre des avis sur les documents d'urbanisme, schémas d'aménagement et divers plans et projets en lien avec la planification urbaine et l'aménagement de l'espace, pour lesquels Roannais Agglomération est consulté, dans le cadre de leurs élaborations et évolutions conformément aux procédures prévues au titre des codes de l'urbanisme et de l'environnement notamment ;

Considérant que la Région-Auvergne-Rhône-Alpes a sollicité l'avis de Roannais Agglomération sur le projet de modification n°1 du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), par courrier reçu en date du 15 mai 2023 ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Rend un avis favorable sur les orientations générales de la modification n°1 du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) ;

- Formule les remarques suivantes :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) a été adopté en Assemblée plénière le 19 décembre 2019 et est entré en vigueur le 10 avril 2020. Depuis son adoption, des changements législatifs et réglementaires ont nécessité une première procédure de modification du schéma, qui a été lancée lors de l'Assemblée plénière du 29 juin 2022. Les domaines concernés par cette procédure sont la gestion économe de l'espace et la lutte contre l'artificialisation des sols, le développement et la localisation des constructions logistiques, la stratégie aéroportuaire, la mise à jour des dispositions anticipées de la Loi d'orientations des mobilités, la prévention et la gestion des déchets, ainsi que l'intégration de documents de rang supérieur ayant évolué.

Le projet de modification du SRADDET présente plusieurs aspects positifs qui contribuent à la planification et au développement durable des territoires régionaux. Tout d'abord, l'intégration de l'ex-Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD) et du Fascicule des règles-tome déchets dans le Rapport d'Objectifs et le Fascicule des Règles générales permet de créer un schéma intégrateur, offrant ainsi une vision globale des enjeux liés à la gestion des déchets et à l'économie circulaire. Cette intégration facilite la coordination des actions et renforce la cohérence des mesures prises dans ces domaines.

De plus, la présentation renforcée des modalités de mise en œuvre et d'évaluation du schéma offre une meilleure lisibilité et permet un suivi plus précis de l'application des règles générales. Les ajustements apportés aux indicateurs d'impact et de suivi reflètent les nouvelles orientations législatives et permettent une évaluation plus approfondie des résultats obtenus.

Concernant la gestion économe de l'espace et la lutte contre l'artificialisation des sols, le projet de modification du SRADDET intègre les objectifs de réduction de la consommation d'espaces imposée par la loi Climat et Résilience en fixant des règles et des objectifs chiffrés par territoire de SCoT.

Pour le Roannais, le SRADDET attribue une enveloppe de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) de 300 hectares. Cette enveloppe est majorée de 13 hectares correspondant aux communes bénéficiaires de la Dotation de Solidarité Rurale "Bourg Centre" ou faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de constat de carence. Ainsi, le total de l'enveloppe attribuée au SCoT du Roannais à l'horizon 2031 est de 313 hectares. Cela représente un taux d'effort de 56,3%, légèrement inférieur au taux moyen de 58,08% tenant ainsi compte des spécificités du territoire.

S'agissant des constructions logistiques, le projet de modification vise à favoriser la mutualisation des espaces, la préservation des fonciers le long des voies de transport, l'insertion paysagère et l'utilisation économe des sols. Il met également l'accent sur l'organisation logistique des territoires dans les documents de planification.

Enfin, le projet de modification intègre les objectifs réglementaires du SRADDET sur l'économie circulaire et la gestion des déchets, conformément à la réglementation européenne et nationale. Il met à jour les objectifs de prévention, de valorisation matière et organique des déchets, de valorisation énergétique et de traitement des déchets, tout en renforçant la prévention des déchets et en favorisant l'économie circulaire.

Plus spécifiquement sur le volet foncier de la loi « Climat et Résilience » et la trajectoire "Zéro Artificialisation Nette", la communauté d'agglomération soutient les réserves exprimées par la Région quant

au cadre d'application de ce dispositif et plus particulièrement l'impact de la loi sur les aspects économiques.

En effet, selon une étude du CEREMA de 2022, 71 % des EPCI estiment que leurs parcs d'activités économiques sont insuffisants pour répondre aux besoins à court et moyen terme, contre 41 % en 2017. Les territoires qui intègrent rapidement la sobriété foncière, en particulier pour la construction de logements, disposeront d'un avantage d'ici la fin de la décennie. La pénurie de foncier sera aggravée par la trajectoire de "zéro artificialisation nette" (ZAN) prévue par la loi « Climat et Résilience », ce qui rendra la disponibilité des terrains pour l'industrie cruciale pour la compétitivité des territoires.

Le Roannais, qui connaît actuellement une reprise industrielle, est particulièrement confrontée à cet enjeu foncier. Grâce à son passé économique et aux compétences de sa population, le territoire est propice à la réindustrialisation par le développement des entreprises existantes et la relocalisation d'activités exogènes. Ainsi, les Présidents des EPCI regroupés dans le périmètre SCoT du Roannais ont ainsi exprimé leur engagement en faveur du développement économique en réservant la moitié voire les deux tiers de l'enveloppe foncière allouée par le SRADDET dans le cadre du futur SCoT.

Par ailleurs, Roannais Agglomération s'engage depuis près de dix ans dans la préservation des espaces naturels et l'organisation de l'implantation industrielle. Des mesures concrètes ont été mises en place, notamment la création d'un périmètre agricole et naturel (PAEN) en 2015 et le reclassement de 1 400 ha de zones constructibles en zones agricoles et naturelles lors des révisions des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) entre 2012 et 2020.

De plus, une étude exhaustive des gisements fonciers à l'échelle des 40 communes de l'agglomération est en cours, afin de mieux connaître les ressources foncières disponibles pour planifier leur utilisation future. Malgré ces efforts, le foncier disponible pour la réindustrialisation pourrait être insuffisant, notamment en ce qui concerne les terrains à mobiliser à court terme. Les contraintes légales, environnementales et de propriété rendent le processus de viabilisation des zones d'activités complexe. Cette situation peut ainsi compromettre les ambitions de développement, tant au niveau local qu'au niveau national.

Il est donc essentiel pour maintenir la reprise de l'emploi notamment observée sur le territoire de Roannais Agglomération de soutenir les projets économiques. Ainsi, les territoires non concernés par un parc d'activités économiques d'intérêt régional ainsi que les EPCI polarisés par une ville moyenne devraient pouvoir prioritairement bénéficier de l'enveloppe du SRADDET de 900 ha prévus pour les projets de réindustrialisation de reconquête industrielle.

S'agissant de la prévention et de la gestion des déchets, il est important que la Région confirme le souhait de « sanctuariser » les centres de traitement des déchets sous maîtrise d'ouvrage publique. Ainsi, en fonction des besoins des territoires, il conviendra d'accepter des dérogations aux autorisations d'exploiter les centres de valorisation et de traitement des déchets au besoin.

- Demande au Président ou à son représentant de transmettre l'avis de Roannais Agglomération à la Région-Auvergne-Rhône-Alpes avant le 15 août 2023.

Le Secrétaire de séance,
Yves Perrin

Le Président,
Yves Nicolin
Maire de Roanne